

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2023 B 12176

Numéro SIREN : 440 629 459

Nom ou dénomination : A P A D

Ce dépôt a été enregistré le 27/10/2023 sous le numéro de dépôt 45844

A P A D
SARL au capital de 30 000 euros
Siège Social : 12, rue Jean Jaurès, 92813 Puteaux Cedex
440 629 459 RCS Nanterre

Liste des sièges sociaux antérieurs

A/ A compter de l'immatriculation de la Société le 28 janvier 2002 jusqu'au 25 mars 2022 :

193, boulevard Etienne Clémental, 63000 Clermont-Ferrand

B/ A compter du 25 mars 2023 jusqu'au 22 juin 2023 :

29, rue de Rabanese, 63000 Clermont-Ferrand

Fait le 22 juin 2023

Le Président

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. G.' with a large, stylized flourish underneath.

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
DU 22 JUIN 2023

Le 22 juin 2023 à 14 heures 45,

La Société **DOMIDOM SERVICES**, SARL au capital de 19 970 100 € euros, dont le siège social est 6 Boulevard Ornano, 75018 PARIS, immatriculée sous le numéro 442 396 032 RCS Paris, représentée par son Gérant, Monsieur Laurent Guillot,

Associée unique de la Société SARL APAD,

I - A préalablement exposé ce qui suit :

Monsieur Laurent Guillot, Gérant, a établi et arrêté les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022 ont été adressés à l'Associée unique.

L'inventaire a été tenu à la disposition de l'Associée unique au siège social.

Monsieur Laurent Guillot rappelle que par décision de l'Associée unique en date du :

- 25 mars 2022, le siège social a été transféré au 29, rue de Rabanesse, 63000 Clermont-Ferrand,
- 23 août 2022, il a été désigné en qualité de Gérant, aux lieu et place de Monsieur Jean-Christophe Romersi-Mari, démissionnaire.

II - Après avoir rappelé l'ordre du jour :

- *Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ;*
- *Affectation du résultat de l'exercice ;*
- *Lecture du rapport spécial sur les conventions visées à l'article L.223-19 du Code de Commerce et décision à cet égard ;*
- *Transfert du siège social ;*
- *Pouvoirs.*

III - A pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

L'Associée unique approuve tels qu'ils ont été présentés les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022, se soldant par une perte nette comptable de 69 500 euros.

Elle approuve sans exception ni réserve toutes les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans les rapports.

DEUXIEME DECISION

L'Associée unique, sur proposition du Gérant, décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2022, s'élevant à 69 500 euros, au compte « Report à nouveau ».

L'Associée unique rappelle par ailleurs qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

TROISIEME DECISION

L'Associée unique, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Gérant sur les conventions visées à l'article L.223-19 du Code de Commerce, prend acte qu'aucune convention de cette nature n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

QUATRIEME DECISION

L'Associée unique décide de transférer le siège social de la Société au 12, rue Jean Jaurès, 92813 Puteaux Cedex, et de modifier corrélativement l'article 3 des statuts qui devient :

« ARTICLE 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 12, rue Jean Jaurès, 92813 Puteaux Cedex.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou des départements limitrophes, par simple décision de la Gérance, sous réserve de ratification par l'associé unique ou par la prochaine assemblée, et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés. »

CINQUIEME DECISION

L'Associée unique confère tous les pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité, de dépôt, et d'autres qu'il appartiendra d'effectuer.

De tout ce que dessus, l'Associée unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

Pour DOMIDOM SERVICES,
Laurent Guillot.



A P A D
SARL au capital de 30 000 euros
Siège Social : 12, rue Jean Jaurès, 92813 Puteaux Cedex
440 629 459 RCS Nanterre

STATUTS

A jour au 22 juin 2023



A handwritten signature in black ink, appearing to be "L. G." followed by a flourish.

S T A T U T S

TITRE I

FORME - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - OBJET

ARTICLE PREMIER - FORME .-

Il est unilatéralement créé une Société à Responsabilité Limitée régie par les articles L223-1 et suivants du code de commerce.

Mais à tout moment l'associé peut s'adjoindre un ou plusieurs co-associés et, de même, les futurs associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la Société.

ARTICLE DEUX - DENOMINATION SOCIALE .-

a) La dénomination de la Société est : "A.P.A.D. »

b) Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social. En outre, elle doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du Tribunal au Greffe duquel elle est immatriculée à titre principal au Registre du Commerce et des Sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 12, rue Jean Jaurès, 92813 Puteaux Cedex.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou des départements limitrophes, par simple décision de la Gérance, sous réserve de ratification par l'associé unique ou par la prochaine assemblée, et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés.

SES-

pe

ARTICLE QUATRE - DUREE DE LA SOCIETE .-

a) La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix-neuf années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

b) Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le ou les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE CINQ - OBJET SOCIAL .-

La Société a pour objet :

- Toutes prestations de services en faveur de personnes âgées dépendantes, de personnes handicapées, et notamment l'aide à la toilette, l'hygiène des personnes avec aide au lever et au coucher, si besoin, l'assistance diététique, préparation des repas et aide à la prise des repas, le soutien administratif en accord avec la famille, la coordination entre tous les intervenants impliqués auprès de la personne, le nettoyage domestique, la garde de jour et de nuit,
- Toute activité de formation du secteur sanitaire et social,
- Négoce de tout matériel et produits paramédicaux,
- et plus généralement toutes opérations commerciales, industrielles, artisanales, financières, mobiles ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes,
- la participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social, et ce par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances ou sociétés en participation.

SES

P

TITRE II

APPORTS - PARTS SOCIALES - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE SIX - APPORTS EN NUMERAIRE .-

La société ADHAP PERFORMANCES, associée unique apporte à la Société une somme de HUIT MILLE (8.000) EUROS, dont libéré à hauteur de MILLE SIX CENTS (1.600) EUROS qui a fait l'objet d'un versement le 29 décembre 2001, soit avant signature des présents statuts, à un compte ouvert au nom de la Société en Formation auprès de la BANQUE CREDIT AGRICOLE Agence de

Cette somme sera retirée par la gérance de la société sur présentation du certificat du Greffier du tribunal de Commerce attestant de l'immatriculation de celle-ci au Registre du Commerce et des Sociétés.

Conformément aux dispositions de l'article L223-7 du code de commerce, la libération du surplus interviendra en un ou plusieurs fois, sur décision du gérant, dans un délai qui ne peut pas excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Par traité en date du 28 novembre 2002, approuvé par l'associée unique le 30 décembre 2002, il a été fait apport par la société ADHAP PERFORMANCES, de sa branche complète d'activité de prestations de services en faveur de personnes âgées dépendantes de personnes handicapées et notamment l'aide à la toilette, l'hygiène des personnes avec aide au lever et au coucher si besoin, l'assistance diététique, préparation des repas et aide à la prise des repas, le soutien administratif en accord avec la famille, la coordination entre tous les intervenants impliqués auprès de la personne, le nettoyage domestique, le négoce de tous matériels et produits para-médicaux, pour une valeur nette de 22.000 euros, lequel a été rémunéré par l'émission de 2.200 parts nouvelles attribuées à la société ADHAP PERFORMANCES.

R

ARTICLE SEPT - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de trente mille (30 000) euros. Il est divisé en trois mille (3 000) parts sociales de dix (10) euros chacune, entièrement libérées.

Suite aux différentes cessions de parts sociales intervenues depuis la création de la société, le capital se répartit comme suit :

- La société DOMIDOM SERVICES, à concurrence de 3 000 parts sociales.

ARTICLE HUIT - MODIFICATION DU CAPITAL .-

Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la Loi, en vertu d'une décision de l'associé unique.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, le capital social doit être préalablement entièrement libéré.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par voie d'apports en nature, la décision de l'associé unique constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de l'apport en nature, au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi, sous sa responsabilité, par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête du ou des gérants.

Le capital peut également être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, en vertu d'une décision de l'associé unique.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la Loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum, à moins que la Société ne se transforme en Société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

La dissolution ne peut être prononcée si, au jour où le Tribunal statue, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE NEUF - PARTS SOCIALES .-

I - Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

505

P

Le titre de l'associé unique résulte exclusivement des présents statuts et des actes pouvant modifier le capital social.

II - Droits et obligations attachés aux parts sociales

L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi et les statuts à la collectivité des associés.

Sous réserve de sa responsabilité vis-à-vis des tiers, pendant cinq ans, en ce qui concerne la valeur attribuée aux apports en nature, l'associé unique ne supporte les pertes que jusqu'à concurrence de ses apports.

Les héritiers et créanciers de l'associé unique ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son Administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique.

ARTICLE DIX - CESSIION ET TRANSMISSION DE PARTS .-

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé. Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou acceptée par elle dans un acte notarié.

Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit, en outre, être déposée au Greffe, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

L'agrément du cessionnaire résulte de la signature de l'acte de cession par l'associé unique.

En cas de nantissement de ses parts par l'associé unique, l'acte de nantissement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code Civil.

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit, entre ses ayants droit ou héritiers et, éventuellement, son conjoint survivant ; en cas de dissolution de la communauté pouvant exister entre lui et son conjoint, la société continue de plein droit d'exister, soit avec un associé unique en cas d'attribution de la totalité des parts

sociales à l'un des époux, soit avec deux associés en cas de partage des parts entre les époux.

ARTICLE ONZE - DECES, INCAPACITE OU FAILLITE DE L'ASSOCIE .-

Le décès, l'incapacité, la mise en tutelle ou en curatelle, la faillite, la procédure de redressement et de liquidation judiciaire de l'associé unique, n'entraîne pas la dissolution de la Société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne du gérant, il emportera cessation de ses fonctions de gérant.

ARTICLE DOUZE - GERANCE .-

La Société est gérée et administrée soit par l'associé unique, soit par un gérant, personne physique, non associé, choisi par l'associé unique.

Le gérant est désigné par décision de l'associé unique. Toutefois, le premier gérant est désigné soit dans les statuts, soit par un acte séparé.

La durée des fonctions du gérant est fixée par l'acte ou la décision qui le nomme. Il est toujours rééligible.

Le gérant peut se démettre de ses fonctions, mais seulement en prévenant l'associé unique au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il est révocable par décision de l'associé unique.

Le gérant peut recevoir, en rémunération de ses fonctions, un salaire fixé par décision de l'associé unique.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la Loi attribue expressément à l'associé unique.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans ses rapports avec l'associé unique, le gérant non associé peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société. Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers, il est convenu que le gérant ne

55

8

peut, sans y être autorisé par une décision de l'associé unique, acheter, vendre ou échanger tous immeubles ou fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur le fonds de commerce ou concourir à la fondation de toute Société.

Le gérant peut, sous sa responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE TREIZE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SON ASSOCIE OU GERANT .-

Sous réserve des interdictions légales, les conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues entre la Société et son gérant, sont soumises aux formalités de contrôle et d'approbation par l'associé unique prescrites par la Loi.

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par le gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique.

Ces formalités s'étendent aux conventions passées avec une Société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du Conseil de surveillance, est simultanément gérant de la Société à responsabilité limitée.

La procédure de contrôle n'est applicable aux conventions dans lesquelles est intéressé l'associé unique, même gérant, sous réserve de l'établissement d'un rapport par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un ou à défaut par le gérant.

ARTICLE QUATORZE - COMMISSAIRE AUX COMPTES .-

Un ou plusieurs commissaires aux comptes peuvent être nommés par décision de l'associé unique.

La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des trois critères suivants : total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice.

De plus, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission, de décès ou de relèvement, sont désignés par décision de l'associé unique.

5 c 5

B

La durée du mandat des commissaires aux comptes titulaires ou suppléants est de six exercices.

Les commissaires aux comptes exercent leurs fonctions et sont rémunérés conformément à la Loi.

ARTICLE QUINZE - DECISIONS DE L'ASSOCIE .-

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi ; il ne peut déléguer ses pouvoirs. Sa volonté s'exprime par des décisions, lesquelles sont constatées par des procès-verbaux établis chronologiquement sur un registre, coté et paraphé dans les mêmes conditions que les registres d'assemblées, et signés par lui.

ARTICLE SEIZE - DROIT DE COMMUNICATION DE L'ASSOCIE .-

L'associé unique, s'il n'est pas gérant, peut, à toute époque, prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents prévus par la loi concernant les trois derniers exercices. A cette fin, il a la faculté de se faire assister d'un expert inscrit sur une des listes établies par les cours et tribunaux.

Il a le droit, à toute époque, d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, dans les conditions prévues par la Loi.

ARTICLE DIX-SEPT - COMPTES COURANTS .-

Avec le consentement de la gérance, l'associé unique peut verser ou laisser en compte courant dans la caisse de la Société, des sommes nécessaires à celle-ci.

Ces sommes produisent ou non des intérêts et peuvent être utilisées dans les conditions que détermine la gérance.

Les intérêts sont portés aux frais généraux et peuvent être révisés chaque année.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser, tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, à condition que les remboursements se fassent d'abord sur le compte courant le plus élevé, ou, en cas d'égalité, s'opèrent dans les mêmes proportions sur chaque compte.

L'associé ne peut effectuer des retraits sur les sommes ainsi déposées sans en avoir averti la gérance au moins trois mois à l'avance.

scs

D

ARTICLE DIX-HUIT - ANNEE SOCIALE - INVENTAIRE .-

L'année sociale commence le 1er janvier pour prendre fin le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice sera clos le 31 décembre 2001.

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la Société, un bilan décrivant les éléments actifs et passifs, le compte de résultat récapitulant les produits et charges et l'annexe complétant et commentant l'information donnée dans les bilans et comptes de résultat.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Un état des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société et un état des sûretés consenties par elle sont annexés au bilan.

La Gérance établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.

L'associé unique approuve les comptes et l'affectation du résultat dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice.

S'il n'est pas gérant, le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, lui sont adressés par la gérance avant l'expiration du cinquième mois suivant celui de la clôture de l'exercice social.

A compter de cette communication, et jusqu'à la date d'approbation des comptes annuels, l'associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre, par écrit également, dans les dix jours suivant la réception de celles-ci. L'associé unique non gérant peut, en outre, de sa propre initiative et pendant le même délai, convoquer au siège social le gérant et, le cas échéant, le commissaire aux comptes, pour entendre leurs explications sur les comptes de l'exercice écoulé.

L'inventaire est tenu au siège social, à la disposition de l'associé unique non gérant, qui peut en prendre copie, à partir de la date d'envoi des comptes annuels.

ARTICLE DIX-NEUF - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT .-

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale.

S S-

B

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est attribué à l'associé unique. L'associé unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou en partie au capital social.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la Loi, l'associé unique peut, sur proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie du bénéfice ou affecter tout ou partie de ce bénéfice à toutes réserves générales ou spéciales dont il décide la création et détermine l'emploi, s'il y a lieu.

La perte, s'il en existe, est imputée sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportée à nouveau.

ARTICLE VINGT - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

ARTICLE VINGT ET UN - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associé unique décide, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la Loi, et sous réserve des dispositions de l'article 8, II ci-dessus, réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

CS

DE

Dans les deux cas, la décision de l'associé unique est publiée dans les conditions réglementaires.

En cas d'inobservation des prescriptions du premier ou du second alinéa du présent article, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE VINGT DEUX - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La personnalité de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "Société en Liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

La liquidation est faite soit par l'associé unique en qualité de liquidateur, soit par un ou plusieurs liquidateurs non associés, nommés par l'associé unique.

La liquidation est effectuée conformément à la Loi.

Le produit net de la Liquidation est attribué à l'associé unique.

ARTICLE VINGT TROIS - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient surgir, concernant l'interprétation ou l'exécution des statuts ou relativement aux affaires sociales, entre l'associé ou la société et la gérance ou les liquidateurs, pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront soumises aux tribunaux compétents.